

De la contemplation à la contestation, socio-histoire de la politisation des dominicains de la Province de France (1950-1980). Contribution à la sociologie de la subversion d'une institution religieuse.

Thèse pour le doctorat de science politique de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, soutenue par Yann Raison du Cleuziou le 1^{er} décembre 2008, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Jury : Danièle Hervieu-Léger, directrice d'étude à l'EHESP (présidente) ; Jean-Marie Donegani, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (rapporteur) ; Denis Pelletier, directeur d'études à l'EPHE (rapporteur) ; Jacques Lagroye, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; Michel Offerlé, professeur à l'École Normale Supérieure de Paris (directeur de thèse) ; Bernard Pudal, professeur à l'Université Paris X Nanterre ; Charles Suaud, professeur à l'Université de Nantes.

Cette thèse porte sur les conditions de possibilité de la requalification de l'engagement politique à gauche en pratique religieuse légitime dans l'Ordre dominicain en France entre l'Après-guerre et la fin des années soixante-dix. La politisation est ici un programme de recherche sur la construction sociale de la politique et de la religion. C'est-à-dire sur les processus par lesquels une activité auparavant distincte de la politique, la religion, se trouve requalifiée et reconnue comme authentiquement politique. Au fil du dépouillement des archives, il s'est avéré que la politisation ne pouvait être expliquée qu'à travers l'analyse de l'ensemble des traces relatives aux processus d'institutionnalisation de l'institution dominicaine. C'est dire que l'étude de la politisation entraînait celle corollaire des transformations des normes de la vie religieuse légitime dans une institution dont le fonctionnement est pensé et réglé pour reproduire et perpétuer l'orthopraxie et bien sûr l'orthodoxie. C'est pourquoi cette thèse s'inscrit dans le champ d'étude de la sociologie des institutions et des processus de subversion. Elle questionne la rencontre entre de l'objectivé et des investissements.

La première partie de la thèse qui porte sur la période de l'Après-guerre pose les bases d'une anthropologie de l'institution dominicaine et des rôles qu'elle propose. Elle montre aussi comment l'institution dominicaine est travaillée par des investissements contradictoires. L'institution dominicaine parce qu'elle repose sur le volontariat et la croyance, suscite une forme d'adhésion paradoxale caractérisée par la réflexivité. Dans l'Ordre dominicain, les pratiques sont sans cesse « examinées » pour qu'elles n'aillent jamais de soi, ce qui permet de réactiver en permanence l'explicitation des principes fondamentaux qui les justifient et de susciter leur intégration. Cette logique d'examen perpétuel, nécessaire pour rester dans la « vérité » de la pratique, produit une forme d'habitus spécifique structuré par la réflexivité. L'institution dominicaine est moins une institution de dressage que de subjectivation. C'est ce qui fait sa force et corollairement sa faiblesse. En énonçant une finalité surnaturelle pour justifier ses formes instituées, l'institution dominicaine est tributaire d'une croyance : celle en la performance des moyens qu'elle institue pour réaliser sa fin proclamée. Dans la période de l'Après-guerre, le développement d'un courant missionnaire original marqué par les méthodes de l'Action catholique spécialisée et l'ambition de reconquête de la classe ouvrière contribue à interroger la légitimité des formes promues par l'institution dominicaine pour prêcher la parole de Dieu. L'institution est travaillée en permanence par la réflexivité et régulée par le rapport de forces pour définir la déviance tolérable. Cette dimension est fondamentale pour comprendre que les religieux sont des virtuoses de la manipulation des justifications par les pratiques. Comme producteurs professionnels de la religion en pratique, ils savent comment changer leurs pratiques pour changer la religion. Ils occupent donc une position stratégique dans le champ ecclésial défini comme l'espace de concurrence pour définir les pratiques religieuses légitimes.

La deuxième partie de la thèse porte sur le processus de dérégulation au sein de l'institution dominicaine entre 1959 et 1969. Lors de la guerre d'Algérie, du service militaire ou des vacances, les jeunes religieux développent des subjectivations dissidentes. À travers des expériences pratiques d'inadaptation, de malaise et de désajustement, ces religieux découvrent l'altérité radicale qui se creuse entre leur institution et le monde. Leur réflexivité se développe dans cet interstice à combler entre rationalisations et pratiques, entre logique d'institution et logique pratique, entre habitus et situation. Le lien entre les formes instituées et les finalités proclamées par l'institution leur apparaît arbitraire. Ils cherchent à refonder une vie religieuse insérée dans le monde par un travail professionnel et un mode de vie profane. Cette crise de la docilité s'inscrit dans un contexte plus général de remise en cause des formes et des savoirs institués suscitée par le concile Vatican II. Dans la Province de France, c'est à travers le processus de reconfiguration lié à l'événement Mai 68 que va s'opérer la requalification des déviants en réformateurs. A ce titre, cette thèse propose la première exploration des modalités de la contestation de Mai 68 dans l'Église catholique reposant sur le dépouillement d'archives. Il est important de noter qu'un important vecteur de la subversion de l'Ordre religieux vient des Supérieurs qui pour perpétuer l'autorité de l'institution adaptent cette dernière et la transforment. En 1969, lors d'Assises provinciales, les pratiques auparavant qualifiées de déviantes sont reconnues légitimes au même titre que les normes instituées antérieures. La reconnaissance du pluralisme des interprétations possibles de la vocation dominicaine permet de légitimer également le mode de vie observant et l'engagement des jeunes religieux dans le monde. Le pluralisme permet de pérenniser l'institution malgré les très fortes tensions qui la traversent.

La troisième partie porte sur la période de 1969 à 1980 caractérisée par la dérégulation des processus d'institutionnalisation. La légitimation du pluralisme permet que des fidélités référées à une interprétation subjective de l'esprit de saint Dominique soient substituées à l'obéissance aux normes instituées par les Constitutions dominicaines. Deux principaux courants s'affirment alors dans la Province. Les jeunes religieux quittent les couvents pour vivre en communauté de base et adoptent un mode de vie laïc avec un travail des engagements sociaux et politiques ; les religieux plus âgés restent attachés à une vie structurée par un mode de vie séparé du monde dans des couvents et structuré par des exercices rituels et ascétiques. Dans les années soixante-dix, l'institution dominicaine n'aura plus de frontière unanimement reconnue, ce qui suscitera un affrontement pour la définir. Les religieux observants et attachés à la vie contemplative et conventuelle comme ceux qui se marient et vivent d'une manière totalement séculière, revendiquent également leur appartenance à l'Ordre. Les clivages qui traversent alors la Province objectivent l'ambivalence que peut avoir la foi dans une institution. Car, la contestation et la conformation sont deux modes de fidélité à l'instituant, en l'espèce Jésus. Les contestataires attestent de leur foi en ce que l'institution représente de manière déformée en rompant avec l'institué pour re-présenter l'instituant. Les autres se conforment à l'institué qu'ils croient gage de fidélité à l'instituant. Le retour à l'état laïc d'un nombre important de religieux entre 1967 et 1978 apparaît alors comme une forme de fidélité paradoxale.

La politisation des religieux dominicains est la conséquence de l'ensemble des déplacements des normes de l'activité religieuse légitime. Elle est le résultat d'adaptation à de nouvelles conditions sociales d'exercice des rôles religieux ; elle n'intervient que par surcroît à ceux-ci. Sa condition de possibilité est l'érosion d'un ordre légitimé, celui d'une Église hors du monde assignant à ses permanents, par des rôles, des savoirs, des discours et des pratiques codifiées, une nécessaire distinction avec la société. Le registre de l'engagement politique permet aux religieux de signifier et de mettre en pratique des ruptures avec certaines conceptions religieuses pour en imposer de nouvelles. La Province dominicaine de France est le théâtre d'une révolution symbolique : un processus de subversion des médiations qualifiées pour rendre visible

l'invisible et édifier en actes l'Église. Subversion, parce que les religieux ne créent pas de nouvelles médiations, mais parce que ce sont les formes et les rôles autorisés, d'institution, qu'ils transforment en se transformant eux-mêmes. Les engagements politiques, syndicaux ou sociaux s'expliquent par cette recherche de fidélité à l'instituant évangélique dans un signifiant qui en témoigne non à la manière d'un *credo* mais à la manière d'une *praxis* qui fasse « bonne nouvelle » pour les incroyants. Les religieux sont conduits à se reconvertir pour attester de leur conversion. A l'issue de cette recherche, la politisation apparaît comme un moment de l'histoire sociale de Dieu.

Mots clés : Politisation, Ordres religieux, Subversion, Institution, Catholicisme.